

*temps de trouver une solution à ce problème. »*

Yizhar BEER  
Haaretz, 24 mars 1991.

## NOUS SOMMES TOUS DES SHÉRIFS

Mesdames et Messieurs, le temps est venu de trembler. Le commandant de la police, Yaakov Ternier, a permis aux civils de porter une arme particulière et leur a dit : *« Celui qui estime que sa vie est en danger peut tirer, et même il doit tirer pour assurer sa légitime défense. »* En d'autres termes, le « Chief of police » de notre pays a fait de nous tous ses adjoints. A partir de lundi, 300 000 citoyens détenteurs d'une autorisation de port d'arme seront des « shérifs », avec le droit de tuer comme bon leur semble.

Nous verrons donc bientôt nos « machos » porter un revolver sous les plis de leur ventre, ou balancer nonchalamment une Uzi sur leur épaule. Au restaurant chinois, en famille, au pub, au cinéma et au théâtre. Et dès qu'ils apercevront un suspect, ils dégaineront et tireront. Voilà que nos rêves d'enfants se réalisent : Nous, les bons du Far-West, ferons *Bang-Bang* sur les méchants.

La seule différence, c'est qu'au cinéma les morts se relèvent après la séance pour aller au MacDonald's, alors qu'ici ils seront morts pour de bon. Au cinéma, le metteur en scène peut se tromper, mais ici, dans la vraie vie, on ne pourra pas recommencer la scène s'il s'avère que la vie du cow-boy n'était pas vraiment en danger. A quel moment nos « shérifs » décideront-ils qu'ils sont menacés ? Après avoir vu le poignard ou dès que s'approchera d'eux une personne suspecte parce qu'avec un faciès arabe ? Et que se passera-t-il lorsque l'un de nos « shérifs » rencontreront un juif avec un faciès arabe qu'il suspectera d'être un tueur ?

C'est vrai, il s'avère aujourd'hui que les démagogues avaient raison : la vie des juifs est devenue dangereuse dans ce pays. Lorsqu'on frappe à la porte, le cœur bat plus fort : S'agit-il du facteur ou d'un Arabe qui vient nous saluer d'un *Allah Akbar* ? Dans la rue, nous jetons de temps en temps un regard inquiet par dessus notre épaule : cet homme qui marche derrière nous est-il un simple passant ou se prépare-t-il à nous enfoncer une lame dans le dos ? C'est vrai, cette situation nous perturbe profondément. Le couteau de cuisine le plus innocent nous semble sortir tout droit d'un épouvantable film d'horreur, et à chaque fois qu'un de ces crimes est perpétré, les langues de nos dirigeants se libèrent et les clichés pleuvent : *« Nous couperons le bras des assassins » ; « La vie des juifs ne sera pas livrée à l'arbitraire » ; « La police est prête à user de tous les moyens pour mettre fin au phénomène » ; « Ils n'obtiendront rien par ces méthodes », etc...* En parallèle à ces déclarations creuses, des propositions oiseuses : *« Augmenter le rythme des expulsions » ; « Instaurer la peine de mort » ; « Dynamiter plus de maisons » ; « Renforcer les contrôles aux barrages », etc...*

Les dernières nouveautés en ce domaine sont la permission de tirer donnée aux civils, et l'interdiction du passage de la Ligne verte pour les Arabes célibataires. Il faut donc s'attendre à une vague de mariages fictifs dans les territoires, et commencer à s'imaginer que les prochaines interdictions concerneront les rouquins, les chauves, les grands de taille, les petits de taille, les boiteux, les gros, etc... Après tout, pourquoi pas ? Tant qu'à être idiots, autant l'être jusqu'au bout. Toute cette phraséologie est due au fait que le gouvernement ne sait pas quoi faire pour affronter l'Intifada. Le désarroi est si grand que ce sont les gens de gauche et les libéraux qui exigent la fermeture totale des territoires, alors que les nationalistes combattent l'extrémisme des modérés de crainte que la fermeture des territoires ne conduise au partage du pays.(...)

Notre principal problème, c'est la manière dont nous sommes perçus dans le monde dès que nous employons la force contre la population arabe. On ne nous croit plus, même lorsque nous avons raison. C'est pourquoi, même si le gouvernement aimerait bien envoyer des avions et des tanks dans les territoires et y procéder à des expulsions massives, il comprend qu'il ne peut pas le faire sans être mis au ban de la communauté internationale et sans rompre avec les États-Unis. Il n'y a donc pas de solution à la situation des civils en Israël : la perte de la sécurité intérieure est le prix que nous devons payer pour le refus de Yitzhak Shamir de négocier des concessions territoriales. Les démagogues, les hystériques et les imbéciles continueront donc de faire la fête.

En attendant que les choses changent, il ne nous reste plus qu'à conseiller à tout le monde de se jeter à terre à chaque fois que Yankel, Yitzik, Momo et Yoska sortiront leurs revolvers. Ils ont le droit et le devoir de tirer, mais qui nous assure qu'ils savent viser ?

Yoel MARCUS  
*Haaretz*, 26 mars 1991.

### UNE VISITE DE BAKER DIFFÉRENTE ?

Le premier ministre Shamir est tellement inquiet à l'idée que la diplomatie américaine se mette en branle après la victoire contre l'Irak qu'il se délecte à la lecture des rapports qui lui sont fournis par les services de renseignement et qui lui racontent que la guerre n'est pas encore finie. On promet à Shamir que les Saoudiens, les Égyptiens et les Américains sont encore occupés à régler les problèmes dans le Golfe, et c'est pourquoi il se plaint à qui veut bien l'entendre que Saddam Hus-

sein respire et mord encore. *Maariv* a cité ses propos contre les « deux poids, deux mesures » de la justice américaine qui permet que le sang kurde soit versé alors que l'on refuse à Israël de garder « quelques dizaines de kilomètres ». Mais voilà que Baker surprend Shamir, et inclut une visite aux réfugiés kurdes dans sa nouvelle tournée moyen-orientale !

(...) Une deuxième visite du secrétaire d'État américain en moins d'un mois dans un pays où il n'avait jamais mis les pieds auparavant, voilà qui semble indiquer que la détermination américaine à appliquer un nouvel ordre régional n'est pas moins grande que celle qui a été démontrée politiquement, économiquement et militairement depuis que Saddam Hussein a ébranlé l'ordre régional précédent. Il est d'ailleurs fort possible que Baker veuille compenser la gêne dans laquelle se trouve l'administration américaine du fait du mauvais finish de la guerre, par un succès diplomatique en Israël. Les États-Unis, frustrés de leur impuissance face au massacre des Kurdes, pourraient bien se montrer plus sensibles qu'auparavant à l'expulsion de Palestiniens. D'autant que la question kurde est considérée, du moins formellement, comme un problème irakien interne, ce qui n'est pas le cas du conflit entre l'occupant israélien et l'occupé palestinien.

Dans un tel contexte, si Baker revient à Jérusalem, ce n'est pas pour entendre Shamir répéter une fois de plus son « Non » à l'échange de territoires contre la paix, ni pour réécouter ses explications douteuses sur la colonisation dans les territoires. Si l'envoyé de Bush se déplace, c'est pour préparer le terrain à une probable initiative américaine intensive. (...) Sa mission consiste à amener les différentes parties à la table de négociations, et pour y arriver il se contentera de les rassembler autour du plus petit dénominateur commun qu'il détient, la résolution 242 du Conseil de sécurité, en laissant aux Arabes et à Israël le soin de définir eux-mêmes ce qu'ils